



HAL
open science

Contribution à l'histoire d'un concept : occurrences et cooccurrences de 'souveraineté' dans les discours de Charles de Gaulle (1958-1969) et d'Emmanuel Macron (2017-2022)

Damon Mayaffre

► **To cite this version:**

Damon Mayaffre. Contribution à l'histoire d'un concept : occurrences et cooccurrences de 'souveraineté' dans les discours de Charles de Gaulle (1958-1969) et d'Emmanuel Macron (2017-2022). JADT 2022, Jul 2022, Naples, France. pp.591-598. hal-03858585

HAL Id: hal-03858585

<https://hal.science/hal-03858585>

Submitted on 17 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Contribution à l’histoire d’un concept : occurrences et cooccurrences de ‘souveraineté’ dans les discours de Charles de Gaulle (1958-1969) et d’Emmanuel Macron (2017-2022)

Damon Mayaffre¹

¹CNRS - UCA – damon.mayaffre@univ-cotedazur.fr

Abstract

In France, ‘sovereignty’ has been a key concept in political thought since Jean Bodin's *Six Books of the Republic* (1576). This contribution aims to contribute to the recent history of the concept, based not on the dictionary but on a large corpus of contemporary discourse (1958-2022). On the one hand, the study of the statistical distribution of the term attests to an uneven and atypical use over the 70 years of the corpus. On the other hand, the study of co-occurrences shows a major evolution of the co-(n)text of use from President de Gaulle's speeches to President Macron's speeches. Finally, the return to the text shows how qualifying adjectives (e.g. 'digital sovereignty') succeed in the 2020s the initial noun complements of the 1950s (e.g. 'the sovereignty of the people'). To the point of changing the meaning of the concept?

Keywords: logometry, textometry, lexicometry, sovereignty, co-occurrences, specificities, concordances.

Résumé

La souveraineté est, en France, depuis *Les Six Livres de la République* de Jean Bodin (1576) un concept clef de la pensée politique. Cette contribution entend participer à l’histoire récente du concept, en s’appuyant non pas sur le dictionnaire mais sur un gros corpus de discours contemporain (1958-2022). D’une part, l’étude de la distribution statistique du terme atteste d’un usage inégal et atypique au cours des 70 ans du corpus. D’autre part, l’étude des cooccurrences atteste d’une évolution majeure du co(n)texte d’utilisation des discours du président de Gaulle aux discours du président Macron. Enfin le retour au texte montre comment les adjectifs qualificatifs (par exemple ‘souveraineté numérique’) succèdent dans les années 2020 aux compléments du nom initiaux des années 1950 (par exemple ‘la souveraineté du peuple’). Jusqu’à changer le sens du concept ?

Mots clés : logométrie, textométrie, lexicométrie, souveraineté, cooccurrences, spécificités, concordances

1. Introduction

Depuis les travaux de lexicométrie politique du Laboratoire de Saint-Cloud, nous savons que le débat politique se gagne ou se perd d’abord par le choix et la répétition des mots ; choix que la statistique occurrenceielle met bien en valeur. Ensuite, et plus encore peut-être, le débat politique se gagne ou se perd par le sens que le locuteur politique réussit à imposer aux mots ci-devant répétés ; sens que la statistique cooccurrenceielle permet d’approcher. Imposer ses mots notamment par l’effet de répétition, leur prescrire un sens adéquat par effet de co(n)textualisation : voilà le double enjeu de l’orateur politique (et à sa suite de l’analyste) lorsqu’il exprime son programme et son idéologie [pour la littérature saint-clousienne par ex. Tournier 1997].

Dans le cadre de l’histoire des concepts de [Skinner 1978], [Kosseleck 1990] ou [Guilhaumou 2006], cette contribution étudie dans le corpus présidentiel français sous la V^{ème} République (1958-2022 – 1000 discours – 4,5 millions de mots), la notion de ‘souveraineté’ ; notion historique et centrale en République depuis Jean Bodin, Jean-Jacques Rousseau ou Emmanuel-Joseph Sieyès ; notion toujours cardinale aujourd’hui dans la Constitution française actuelle qui y consacre ses premiers articles et son Titre premier : « De la souveraineté »¹.

Le traditionnel *calcul des spécificités* d’une part et les graphes de cooccurrences implémentés dans le logiciel *Hyperbase* [Brunet 2012 ; Vanni d’autre part permettent de dire quand et comment on parle de la ‘souveraineté’ dans notre recueil de textes. La navigation hypertextuelle dans le corpus et les concordanciers, ainsi qu’une approche grammaticale au fil des mots, permettent de retourner au texte et à la phrase pour une lecture augmentée et un sens, ou plutôt *des sens*, non pas formalisés en dictionnaire mais représentés en corpus.

2. ‘Souveraineté’ : la distribution inégale d’un concept

Dans le corpus présidentiel français (1958-2022), rares sont les mots qui se distribuent quantitativement comme le mot ‘souveraineté’. Habituellement, comme le montrent les travaux de [Salem 1991] sur les corpus chronologiques, le temps, c’est-à-dire l’actualité et l’histoire, impose le rythme d’apparition du lexique : les mots, *grosso modo*, croissent ou déclinent de manière régulière et continue ou, à strictement parler, de manière *chrono-logique*.

Or ici, tout au contraire, et selon le *calcul des spécificités* (Lafon 1984), le mot est sur-utilisé par de Gaulle au tout début de la période puis par Macron à 60 ans de distance à l’autre extrémité de la période. Entre ces deux moments, le terme est sous-utilisé aussi bien par Pompidou que Giscard, Mitterrand que Chirac, Sarkozy que Hollande (figure 1).

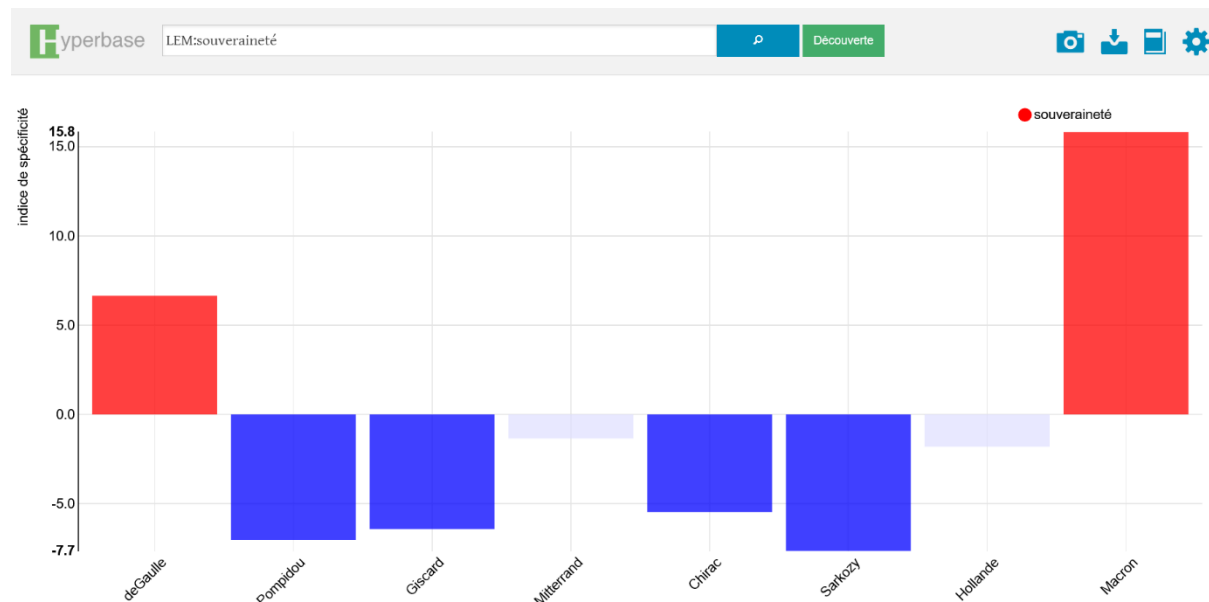


Figure 1. Distribution du lemme ‘souveraineté’ dans le corpus présidentiel (indices de spécificité exprimé en écarts réduits) – Hyperbase 2022.

¹ Pour le droit français actuel, on consultera l’ouvrage de référence : Arnaud Haquet, *Le concept de souveraineté dans le droit constitutionnel français*, PUF, 2006.

Ainsi pouvons-nous faire l'hypothèse que l'époque contemporaine connaît, en France, deux moments essentiels autour de la question de la 'souveraineté' : la naissance de la V^{ème} République jusqu'à mai 1968 d'une part, durant laquelle se discute la légitimité démocratique d'un nouveau régime présidentiel, puis, un demi-siècle après, un deuxième moment, durant lequel la question démocratique semble se poser à nouveau, peut-être à propos du mouvement populaire des Gilets jaunes et de la défiance des citoyens vis-à-vis du politique (abstention massive, désaffiliation partisane, désyndicalisation, etc.), peut-être à propos de la construction européenne qui interroge le fait politique national.

Mais face à ce constat occurrence, faut-il dire que de Gaulle et Macron ont, en dépit du temps qui s'écoule, un discours identique ? Derrière la remobilisation d'un signifiant doit-on supposer une remobilisation du signifié ? Assistons-nous simplement à un bégayement lexical de l'histoire sur un concept qui reviendrait régulièrement dans le discours et serait un inchangé de la pensée politique ?

3. Le sens évolutif d'un concept

Pour répondre à ces questions, nous convoquons les cooccurrences de 'souveraineté' respectivement chez de Gaulle (1958-1969) et chez Macron (2017-2022).

En s'appuyant sur le grand courant anglo-saxon contextualiste de [Firth 1957], de [Halliday et Hasan 1976] ou de [Sinclair 1991] nous essayons d'implémenter le célèbre : « you shall know a word by the company it keeps ». Ainsi, c'est non plus comme une simple pétition de principe qualitative mais comme une implémentation effective, quantitative et statistique, que nous avons posé aux JADTs de Paris en 2014 que *le sens d'un mot est la somme de ses cooccurrences* [Mayaffre 2014] ; et que l'unité de sens de la lexicométrie était non pas l'item ou le token mais la paire cooccurrence [Mayaffre 2008].

Un nuage de mots des *cooccurrences spécifiques* [comme précédemment : Lafon 1984]² de 'souveraineté' laisse comprendre l'ampleur de l'évolution conceptuelle en cours ; précisons simplement que nous avons filtré les résultats sur les seuls noms et adjectifs (figure 2)

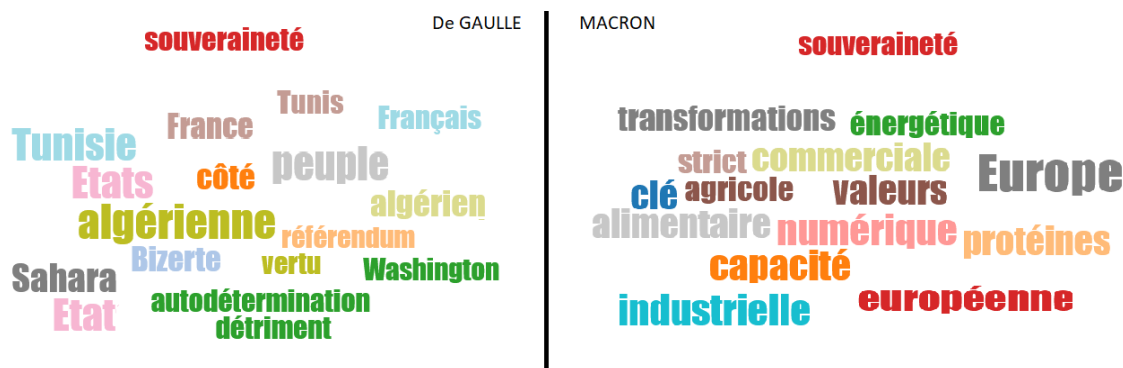


Figure 2. Cooccurrences spécifiques de 'souveraineté' chez de Gaulle (à gauche) et Macron (à droite). La taille des mots est proportionnelle à l'indice de cooccurrence ; la couleur des mots est seulement esthétique. (Hyperbase 2022)

² Nous savons les propositions riches, fortes et nombreuses à l'échelle internationale pour calculer les phénomènes cooccurrence (indice de Church, indice de Dunning, indice de Brunet, etc.), et savons la variété des représentations visuelles de ces indices (listes, tableaux, arbres, graphes, etc.) Ici le calcul des *cooccurrences spécifiques* et la représentation dans un nuage où la taille des mots est proportionnelle à l'indice apparaissent simples et efficaces pour notre démonstration.

‘Souveraineté’ se contextualise (ie. cooccurre statistiquement) avec des mots systématiquement différents chez de Gaulle et chez Macron. Sa charge ou coloration sémantique s’en trouve modifiée. Les univers lexicaux que ‘souveraineté’ polarise ou dans lesquels ‘souveraineté’ gravite divergent fondamentalement. Chez de Gaulle, ‘souveraineté’ renvoie systématiquement au paradigme de la République et de l’Etat-Nation dans le droit fil de l’historique définition de Jean Bodin dans *Les Six Livres de la République* (1576) ; cet Etat-Nation est bien sûr chez de Gaulle celui de la France (‘France’, ‘français’) mais aussi, dans une période de tensions décoloniales, celui de l’Etat-Nation algérien, tunisien, marocain (‘algérien’, ‘Tunis’, ‘Sahara’).

Chez Macron, en revanche, ‘souveraineté’ renvoie à une pluralité de paradigmes. L’Europe a remplacé la France (‘Europe’, ‘européenne’) mais surtout d’autres champs non nécessairement liés à la République ou à l’Etat-nation s’imposent (‘alimentaire’, ‘numérique’, ‘commerciale’, ‘industrielle’, ‘agricole’, etc.). En un mot, de Gaulle inscrit le concept dans une réflexion régaliennne et géo-politique, là où Macron diversifie le point de vue et accorde à l’économique une place prépondérante.

4. De l’autorité absolue au concept qualifié

Enfin le retour au texte, via le concordancier, prolonge le parcours de lecture (figure 3 et 3-bis) et, à consulter toutes les occurrences de ‘souveraineté’ en contexte (KWIC [Pincemin 2006]) l’impression est saisissante (figure 3 et figure 3-bis)

France , qui ne doit revendiquer sans relâche la	souveraineté	algérienne sur le Sahara . Enfin le fait que
, il y a l' avènement à la	souveraineté	d' un grand nombre d' Etats qui se sont
prises parce qu' ils n' étaient pas sous la	souveraineté	de la France , ils étaient sous sa tutelle
nous pouvions penser que , tout en proclamant la	souveraineté	de la Tunisie sur Bizerte , souveraineté qui n'
argument le plan français , qui maintient la	souveraineté	des Etats , ne répond pas à notre conception
et qui , faute des ressorts que sont la	souveraineté	des peuples et la responsabilité des Etats , serait
re étrangère apparut la République ! Elle était la	souveraineté	du peuple , l' appel de la liberté ,
en œuvre , quand il le faut , la	souveraineté	du peuple , le président détient en permanence la
et notre Constitution , laquelle fixe que " la	souveraineté	française appartient au peuple français , qui l' exerce
. C' est la plus justifiée , car la	souveraineté	nationale appartient au peuple et elle lui appartient évidem

Figure 3. Concordances de 'souveraineté' chez de Gaulle (extraits)

Chez de Gaulle la ‘souveraineté’ semble presque toujours suivie d’un déterminant (*d’, du, de*) : le nom a ainsi son complément (‘souveraineté du peuple’, ‘souveraineté de la France’, ‘souveraineté des Etats’, etc.). Chez Macron, la ‘souveraineté’ est le plus souvent suivie d’un adjectif : le nom est qualifié (‘souveraineté numérique’, ‘souveraineté alimentaire’, ‘souveraineté européenne’, etc.). Statistiquement, sur notre corpus étiqueté morphosyntaxiquement, l’impression pourrait se chiffrer avec les distributions effectivement inégales du motif ‘souveraineté + DETERMINANT’ (plus fréquent chez de Gaulle) *versus* ‘souveraineté + ADJECTIF’ (plus fréquent chez Macron).

Du complément de nom chez de Gaulle à l’adjectif chez Macron, l’évolution linguistique doit être travaillée.

. Je pense toujours que nous devons rebâtir une	souveraineté	industrielle , numérique et agricole et pour cela investir
pris vis-à-vis de nos agriculteurs . Je veux une	souveraineté	alimentaire européenne . Nos agriculteurs ont raison de pas
soit un plan de relance industriel pour bâtir notre	souveraineté	industrielle et donc faire relocaliser certaines industries ; éc
aidant , en investissant , on va bâtir une	souveraineté	agricole qui n' existe pas . Aujourd'hui , j'
précisément poursuivre notre travail pour plus de	souveraineté	numérique , industrielle , économique en France et en
nos émissions de Co2 , compatible avec notre	souveraineté	industrielle et technologique . Ce nouveau modèle
de notre modèle , de nos valeurs . Cette	souveraineté	culturelle , académique , industrielle , de recherche ,
c' est ça qui est pertinent en termes de	souveraineté	économique et en termes d' émissions de CO2 .
un ordre républicain juste , la défense de la	souveraineté	européenne . Oui , il faut toujours qu' il
cadre , et nous devons construire , une nouvelle	souveraineté	européenne par laquelle nous apporterons la réponse claire

Figure 3-BIS. Concordances de 'souveraineté' chez Macron

Chez de Gaulle la 'souveraineté' est *attribuée*. Elle apparaît ainsi avant tout comme un *exercice* au sens fort ou une *prérogative* ; la *prérogative* d'êtres animés (les Français, le peuple) ou d'incarnation (la 'France' dans le cadre d'une *prosopopée*, 'Washington' dans le cadre d'une *antonomase*). La souveraineté est donc un pouvoir qui s'exerce, particulièrement le pouvoir de décision du peuple.

Chez Macron, la souveraineté n'est pas attribuée mais est *qualifiée*. C'est moins son exercice qui compte que son domaine d'application. La souveraineté se comprend et se nuance par son champ d'application.

En convoquant 'souveraineté' telle qu'elle est, de Gaulle semble s'appuyer sur un allant de soi conceptuel et historique stabilisé depuis Jean Bodin. En qualifiant le nom par divers adjectifs, Macron, lui, décline l'idée, mais prend le risque de l'affaiblir.

On prête en effet à [Barthes 1953] dans le *Degré zéro de l'écriture*, l'idée que l'adjectif est la mort du concept – ainsi fait-on fondre le concept de 'neige' si on croit nécessaire de préciser 'neige blanche' ou 'neige froide'. Admettons en tout cas que le besoin de qualifier 'souveraineté' par divers adjectifs revient à la doter d'attributs spécifiques mais prend le risque de diluer ses attributs ontologiques. Le caractère absolu de la 'souveraineté' que l'on retrouve dans les discours de Gaulle laisse ainsi la place à des sens plus concrets, particuliers, discrétionnaires. Le concept et son empan sémantiques - disons sa définition - ne vont plus de soi. Jusqu'à prétendre, au fond, que le concept se déconceptualise ?

Conclusion

L'histoire des concepts en Europe est un plaidoyer en faveur du corpus et de l'archive. Le sens que l'on croit stabilisé, en synchronie, dans les dictionnaires d'une époque, se réalise en réalité par la force de l'usage en discours, par les combats politiques menés, par la répétition et la co(n)textualisation.

Le travail sur la cooccurrence permet d'objectiver cette sémantique de corpus, par définition variable en fonction de l'époque et du locuteur. Par simple calcul et représentation graphique, il est possible de constater le halo sémantique qui entoure les termes : halo duquel se distingue finalement le sens. Resterait alors la nécessité de poursuivre la démarche, avec des approches cooccurrentielles toujours plus ambitieuses sur les profils cooccurrentiels ou les cooccurrents de deuxième ou de troisième ordre [Bertels et Speelman 2012 ; Vanni 2016]. Par exemple, maintenant que l'on a admis que chez de Gaulle la 'souveraineté' est l'exercice du peuple, la

question des modalités de cet exercice devient essentielle. Le graphique des cooccurrents de second ordre, élargi à l'ensemble des mots (et pas seulement), autour du mot pôle 'souveraineté', puis de son cooccurrent principal 'peuple', nous met sur la voie d'un discours républicain mais bonnapartiste, dans lequel la 'souveraineté' 'appartient' au 'peuple' et 's'exerce' avant tout par l'usage du 'referendum' (figure 4)

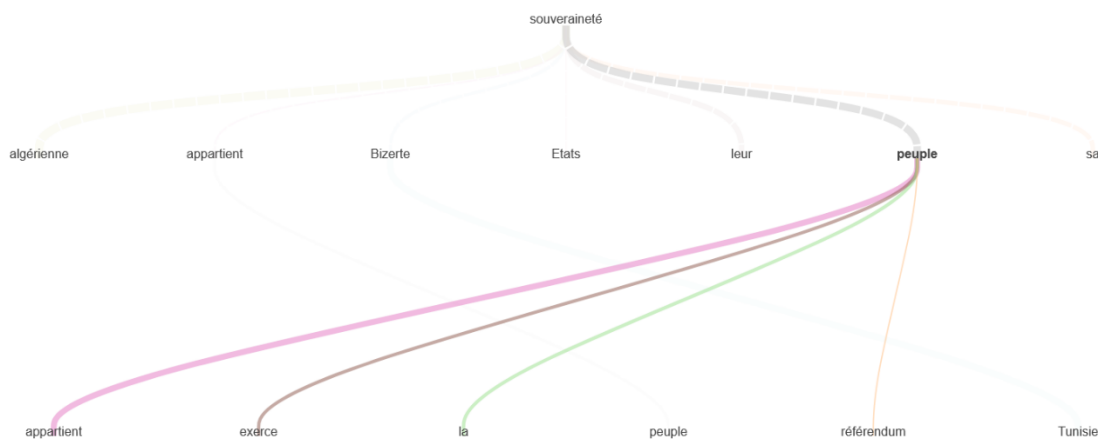


Figure 4. Graphe de cooccurrences de 1^{er} et 2^{ème} ordre (l'épaisseur des traits est proportionnelle à l'indice de cooccurrence). Hyperbase 2022.

Références

- Barthes R. (1953). *Degré zero de l'écriture*, Seuil.
- Bertels A. et Speelman D., « La contribution des cooccurrences de deuxième ordre à l'analyse sémantique », *Corpus* [En ligne], 11.
- Brunet E. (2012), « Nouveau traitement des cooccurrences dans Hyperbase », *Corpus* [En ligne], 11
- Firth R. (1957). *Papers in Linguistics 1934-1951*. Oxford University Press.
- Guihaumou J. (2006), *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*. Presse universitaire de Franche-Comté.
- Haquet A. (2004). *Le concept de souveraineté en droit constitutionnel français*. Puf.
- Halliday M. A. K. & Hasan R. (1976), *Cohesion in English*. London: Logman.
- Koselleck R. (1990). *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, EHESS.
- Lafon P. (1984). *Dépouillements et statistiques en lexicométrie*. Slatkine/Champion.
- Mayaffre D. (2008). « De l'occurrence à l'isotopie. Les co-occurrences en lexicométrie », *Sémantique & Syntaxe*, 9 : 53-72.
- Mayaffre D. (2014). « Plaidoyer en faveur de l'Analyse de Données co(n)Textuelles », in *JADT 2014*, Paris, 15-32.
- Pincemin B. (2006). « Concordances et concordanciers. De l'art du bon KWAC », *Corpus en Lettres et Sciences sociales : des documents numériques à l'interprétation*, Albi ed , 33-42. halshs-00356008.
- Salem A. « Les séries textuelles chronologiques », *Histoire & Mesure*, vol. VI, n°1/2, 1991, p.149-175.
- Sinclair J. (1991). *Corpus, Concordance, Collocation*. Oxford University Press.
- Skinner Q. (1978), *Foundations of modern political Thought*, 2 vol., Cambridge University Press, 1978
- Tournier M. (1997). *Des mots en politique. Propos d'étymologie sociale*. Klincksieck.
- Vanni L. et Mittmann A. (2016). « Cooccurrences spécifiques et représentations graphiques, le nouveau "Thème" d'Hyperbase ». *JADT 2016-Nice*. pp.295-305. (hal-01359413).